

**Séance ordinaire du
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

**Mise en sécurité et réfection du mur de soutènement de la terrasse nord du
domaine de Méric**

Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

A la suite des importantes pluies de ce printemps, le mur de soutènement de la terrasse nord du domaine de Méric a été endommagé et des éléments de maçonnerie sont tombés au pied du cheminement piéton à l'entrée côté parking du parc public.

Afin de sécuriser l'accès au parc de Méric pour les piétons, il est nécessaire de reconsolider cette portion de mur et rétablir les ouvrages de canalisation des eaux de pluies côté terrasse.

Pour ce faire, le mur du parc de Méric étant situé en site classé, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant de ces travaux s'élèvera à 50 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de soutènement ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180927-55958A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/10/18
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.